

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 21/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CNH INDUSTRIAL FRANCE

71 AVENUE GEORGES HANNART
BP 109
59170 Croix

Code AIOT : 0007000488

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2024 dans l'établissement CNH INDUSTRIAL FRANCE implanté 71 avenue Georges Hannart BP 109 59170 Croix. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CNH INDUSTRIAL FRANCE
- 71 avenue Georges Hannart BP 109 59170 Croix
- Code AIOT : 0007000488
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CNH FRANCE est une filiale du groupe Fiat. Celui-ci est spécialisé dans la conception, la fabrication et la distribution des matériels agricoles et de travaux publics. Il est implanté en France sur 3 sites dont celui de Croix, dédié à la fabrication des composants (cabines de tracteurs et de moissonneuses batteuses).

Le site de Croix emploie 230 salariés ainsi qu'un volant d'intérimaires plus ou moins important en fonction des commandes.

Les activités de l'établissement sont implantées sur 2 secteurs distincts (secteur Dubled et secteur Hannart) séparés par l'avenue Georges Hannart.

SECTEUR Dubled :

Le secteur Dubled comprend les zones de stockage et de préparation des outils et de la matière première, les ateliers de presses et de sous-assemblages, l'atelier maintenance, les locaux administratifs, la station de traitement des eaux industrielles.

SECTEUR Hannart :

Le secteur Hannart comprend les lignes, cellules et postes individuels de soudure, la chaîne de traitement de surface, la ligne d'application de peinture primaire liquide par électrodéposition (cataphorèse), les fours de séchage, la ligne d'application de mastic, la ligne de finition et l'atelier de montage et d'habillage des cabines. La cour sert notamment au stockage des cabines prêtes pour l'expédition.

Le processus industriel global de l'établissement est le suivant :

- Transformation de la tôle fine,
- Soudage des composés et de cabines,
- Traitement de surfaces de composés et de cabines,
- Peinture,
- Habillage des cabines (assemblage).

Thèmes de l'inspection :

- Air (AN24 Air COV)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
3	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet
4	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
5	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Sans objet
6	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
7	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
8	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
9	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Sans objet
10	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité majeure sur la thématique air.

L'exploitant a mis en œuvre à l'été 2023 un projet d'envergure en modifiant sa technique de peinture (passage d'une peinture liquide solvantée à une peinture poudre) et en remplaçant sa ligne de traitement de surfaces.

Ce projet permet de réduire sensiblement les émissions de COV du site.

Sur site, il a été observé le stockage de plusieurs IBC contenant des produits dangereux (Gardobond, boues) hors rétention dans la zone "produits chimiques" à l'arrière de la ligne de traitement de surfaces. L'exploitant s'est engagé à placer ces stockages sur rétention mobiles sans délai.

Demande D1 : l'exploitant justifiera sous quinze jours la mise sur rétention de l'ensemble des stockages mobiles de produits dangereux du site.

Il a également été vérifié la mise en place d'une alarme déclenchant en cas de pH hors norme des eaux en sortie de station d'épuration du site. Les travaux d'asservissement afin d'entraîner automatiquement l'arrêt des rejets en cas de dérive du pH sont en cours de finalisation.

Demande D2 : l'exploitant justifiera du bon asservissement de l'arrêt des rejets au déclenchement de l'alarme installée en sortie de station.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Des modifications ont été apportées à l'été 2023 au process d'application de peinture. Ces modifications ont été communiquées au préfet par porter à connaissance, ce dossier est en cours d'instruction et fera l'objet d'une instruction dédiée. Les modifications apportées concernent : <ul style="list-style-type: none">- l'arrêt de l'utilisation de peinture liquide solvantée, remplacée par de la peinture poudre. La cabine de peinture a été modifiée et adaptée en conséquence (suppression du rideau d'eau, installation de 3 pistolets, remplacement des 2 points de rejet existants). Un traitement par cyclones et filtration a été installé en sortie de cabine. La poudre récupérée est aujourd'hui considérée comme perdue mais l'exploitant examine la possibilité de réintroduire celle-ci dans le process de peinture ;- le remplacement du produit de bain de phosphatation par de l'oxsilan. Cette modification de la composition du bain permet de s'affranchir de l'utilisation d'une substance CMR et de réduire les émissions du COV de l'activité. La consommation annuelle de solvants de l'établissement passera de 16,7 tonnes (données PGS 2022) à 6 tonnes (à confirmer sur une année pleine après mise en œuvre des modifications), soit une réduction de la consommation d'un facteur 3.

Dans la configuration actuelle du site, les émissions des installations de combustion (chaudières 910 et 911), des installations de peinture, de cataphorèse et de traitement de surface sont canalisées. Les points de rejet associés sont les suivants :

Installation	Conduit	Installations	Substances susceptibles d'être émises
Chaudière 910	Rejet n°27	Chauffage bain de traitement de surface	Produits de combustion
Chaudière 911	Rejet n°28	Appoint chauffage bain de traitement de surface	Produits de combustion
Cabine de peinture	Rejet n°1	Cabine de peinture poudre	Particules (poussières)
	Rejet n°2	Cabine de peinture poudre	Particules (poussières)
	Rejet n°3A	Four de cuisson ligne de peinture	Produits de combustion
	Rejet n°3C	Tunnel de liaison Cabine peinture / Four de cuisson	Produits de combustion
Cataphorèse	Rejet n°6	Four de cuisson cataphorèse	COV
Traitement de surface	Rejet n°5	Bains de traitement de surface (dégraissant et dérouillant)	Vapeurs acides ou alcalines, chrome, cyanures, ammoniac

Une actualisation de l'arrêté préfectoral du 18 février 2010 sera réalisée suite à l'instruction du dossier de porter à connaissance.

Le site est également à l'origine d'émissions diffuses, générées par les activités suivantes :

- habillage des cabines (collage et application de mastic pour étanchéité, assemblage et pose des vitres) ;
- finition et retouche peinture.

Les nombreux postes de travail manuels, dispersés dans une grande zone de travail, rendent difficile la mise en place d'une extraction appropriée.

Les flux diffus émis par ces activités se montent respectivement à 455 et 2373 kg en 2022. La consommation de solvants de ces activités étant inférieure à 5 tonnes par an, le taux maximal d'émissions diffuses défini à l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2018 n'est pas applicable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande D3 : il est demandé à l'exploitant d'étudier la mise en place d'une extraction sur la zone dédiée à la retouche des cabines du secteur Hannart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : Les peintures poudre sont stockées en big bag de 500 kg, entreposés fermés dans une armoire dédiée (atmosphère contrôlée). L'établissement ne dispose pas de stockage en vrac de matières pulvérulentes. Les rejets de la cabine de peinture font l'objet d'un dépoussiérage par cyclones et filtration à cartouches. Ces nouveaux rejets seront réglementés par voie d'arrêté préfectoral complémentaire après instruction du dossier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement des fumées - entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site ne dispose pas de dispositifs de traitement des émissions de COV. Le principal poste d'émission (application de peinture) a été supprimé avec l'arrêt de l'utilisation des peintures liquides solvantées (suppression des émissions à la source). Suite au passage à la peinture poudre, l'exploitant a installé une filtration par cyclones des rejets de la cabine de peinture. Cet équipement est équipé de capteurs et détecteurs assurant son pilotage. Un décolmatage automatique des cartouches est réalisé. La détection d'une baisse de pression entraîne la mise en sécurité du dispositif.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traitement des fumées - conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
Constats : Une maintenance annuelle du dispositif de traitement et un remplacement semestriel des cartouches de filtration associées aux cyclones sont réalisés. Un taux d'abattement de 96,3 % des poussières est annoncé par le constructeur. Cette donnée est à confirmer par la réalisation d'une mesure en sortie de cheminées, que l'exploitant s'est engagé à réaliser au 1er trimestre 2024 (NB : ce point de rejet sera réglementé par voie d'arrêté préfectoral complémentaire). Aucun incident n'est à déplorer depuis la mise en service de l'installation à l'été 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande D4 : l'exploitant réalisera durant le 1er trimestre 2024 une mesure de la qualité des rejets associés à la cabine de peinture (rejets n°1 et 2) et communiquera les résultats à l'inspection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traitement des fumées - matériel disponible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.
Constats : Sans objet, pas de dispositif de traitement utilisant des consommables à l'exception des cartouches de filtration associées aux cyclones (décolmatage automatique et remplacement semestriel).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des rejets - mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant réalise l'autosurveillance de ses rejets atmosphériques conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2010. Celui-ci prévoit une mesure trimestrielle des COVNM sur l'ensemble des points de rejets canalisés ainsi qu'une mesure annuelle des COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998. Les rapports des contrôles réalisés en 2023 ont été présentés (prélèvements réalisés les 24/03, 11/05 et 10/07). Aucune mesure n'a été réalisée au 4e trimestre 2023 suite aux modifications apportées au process. Le planning des interventions pour 2024 avec le prestataire retenu (SOCOTEC) est en cours de réalisation. 4 prélèvements seront réalisés sur l'année. Les mesures réalisées portent sur l'ensemble des points de rejet réglementés (rejets n°2A, 2B, 3A, 3C et 6). Le programme analytique est respecté (mesure trimestrielle des COVNM et annuelle des COV à phrase de risque).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets - programme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Les prélèvements et analyses sont réalisés par la société SOCOTEC ENVIRONNEMENT. Ce prestataire est agréé par le ministre chargé des installations classées par arrêté du JO du 2 juillet 2023. Les normes suivies sont celles figurant dans l'avis ministériel sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les ICPE. Les écarts à la norme sont détaillés dans une annexe au rapport de mesure. Celui du 10 juillet 2023 met en évidence les écarts suivants : <ul style="list-style-type: none">- l'analyseur présente une sensibilité à l'oxygène supérieure à 2 % de la pleine échelle pour les rejets 2A, 2B, 3A, 3C et 6 ;- des pressions dynamiques inférieures à 5 Pa ont été relevées au cours de la mesure de vitesse pour le rejet 6 ;- l'écart entre la vitesse moyenne calculée sur chaque diamètre et la vitesse moyenne sur la

section de mesure est supérieur à 5% pour le rejet 6.
Le rapport précise que ces écarts sont sans impact sur la déclaration de conformité des résultats.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des rejets - justification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté sur demande les résultats de son autosurveillance pour l'année 2023. Les résultats sont conformes aux normes de rejet en concentrations et en flux. Il est cependant observé une vitesse d'éjection des gaz insuffisante pour le point de rejet n°6 (cataphorèse), la vitesse observée est de l'ordre de 3 m/s pour une norme à 8. L'exploitant indique avoir réalisé un nettoyage des conduits n°5 (qui présentait également une vitesse d'éjection insuffisante) et 6. L'opération s'est avérée efficace pour le rejet n°5 mais pas pour le rejet n°6.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande D5 : l'exploitant communiquera sous quinzaine son plan d'actions avec échéancier visant à assurer une vitesse d'éjection satisfaisante au point de rejet n°6.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Respect des VLE - conformité aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. [...] Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 : 1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ; 2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
Constats : Comme évoqué précédemment, l'ensemble des valeurs limites de rejet sont respectées en 2023 pour l'ensemble des polluants inclus dans le programme analytique (COVNM et COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/98).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : L'exploitant a communiqué son plan de gestion de solvants pour l'année 2022. La consommation annuelle pour cette année s'est montée à 16,7 tonnes. Le plan de gestion est réalisé selon la méthodologie proposée dans le guide de l'INERIS. Il présente une synthèse globale pour l'établissement et comporte deux sous-volets détaillant les émissions des activités traitement de surface, cataphorèse et peinture d'une part, habillage (pose des colles et mastics) d'autre part, ces 2 activités étant visées par l'article 30 de l'arrêté ministériel du 02/02/98. Le taux d'émission diffuse pour le premier groupe d'activités est de 11 %. Il est inférieur au taux réglementaire de 20 % fixé pour ces activités par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2018. Aucun taux d'émission diffuse ne s'impose à l'activité d'habillage, la consommation annuelle de solvants de cette activité s'étant montée en 2022 à 516 kg, et se situe bien en deçà des 5 tonnes au-delà duquel un taux réglementaire devient applicable. L'exploitant indique avoir missionné la société SOCOTEC pour la réalisation de son plan de gestion pour l'année 2023. Ce plan de gestion devra être finalisé avant le 31 mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite